



Elections municipales de Grasse : quand l'extrême-droite pose problème à la droite

p. 5

lutte ouvrière

5 milliards
d'habitants
sur la planète :
tous pourraient
vivre,
s'il n'y avait
le capitalisme

p. 8

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 998 - 18 juillet 1987 - prix : 6 F



Camping mortel, ce n'est pas la fatalité

Haïti

la population face aux menaces de retour de la dictature

p. 7

SOMMAIRE

International

Page 6

- Cinq milliards d'habitants sur la planète.
- 7^e conférence de la CNUCED.

Intérieur

Page 4

- En bref.

Page 5

- Neuf bons blancs de retour d'Afrique du Sud.
- Quand Mitterrand est "attentif" à ses futurs bulletins de vote.
- Election municipales de Grasse : quand l'extrême-droite pose problème à la droite.

Page 8

- La honte des prisons.
- Centrales nucléaires percées : la fuite au prochain numéro.
- Trente-six façons d'arroser les capitalistes....!

Page 9

Dans les entreprises

- SNCF Paris-Gare de Lyon : débrayage à la réservation; Lebozec et Gauthier; Mazda : la modernisation sur le dos des travailleurs; Fonderies Montupet.

Culture et Loisirs

- Des livres pour l'été : suite de la sélection.

Sur les routes de vos vacances les caravanes de Lutte Ouvrière

Depuis le 4 juillet dernier, les caravanes de Lutte Ouvrière sillonnent côtes, plaines et vallons du pays. La période des vacances où les soucis quotidiens pèsent un peu moins sur les travailleurs peut être une occasion de discuter avec nos camarades, pour mieux connaître les idées de Lutte Ouvrière, et prendre contact avec nous dans la journée ou dans les réunions publiques organisées chaque soir. Voici les lieux et dates des caravanes qui circulent durant la fin du mois de juillet et la première semaine d'août. Nous les compléterons dans les prochains numéros de notre journal.

Languedoc

Deux caravanes parcourent la région :

La première :

Samedi 18 juillet : SAINT-CYPRIEN.
Dimanche 19 juillet : SAINT-LAURENT DE LA SALANQUE.
Lundi 20 juillet : SAINTE-MARIE-PLAGE.
Mardi 21 juillet : PORT LA NOUVELLE.
Mercredi 22 juillet : SIGEAN.
Jeudi 23 juillet : CARCASSONNE.
Samedi 25 juillet : OLORON SAINTE-MARIE.
Dimanche 26 juillet : LARUNS.
Lundi 27 juillet : ARRENS.
Mardi 28 juillet : ARGELES-GAZOST.
Mercredi 29 juillet : CAUTERETS.
Jeudi 30 juillet : LUZ SAINT-SAUVEUR.
Vendredi 31 juillet : TARBES.
Samedi 1^{er} août : TARBES.
Dimanche 2 août : BAGNERES-DE-BIGORRE.
Lundi 3 août : ARREAU.
Mardi 4 août : LUCHON.
Mercredi 5 août : LUCHON.
Jeudi 6 août : SAINT-GAUDENS.

La deuxième :

Samedi 18 juillet : NARBONNE.
Dimanche 19 juillet : SAINT-PIERRE-SUR-MER.
Lundi 20 juillet : NARBONNE-PLAGE.
Mardi 21 juillet : NARBONNE-PLAGE.
Mercredi 22 juillet : GRISSAN-PLAGE.
Jeudi 23 juillet : PORT-LEUCATE.
Vendredi 24 juillet : NARBONNE.
Samedi 25 juillet : LA FRANQUI.
Dimanche 26 juillet : LEUCATE-PLAGE.
Lundi 27 juillet : SALSES.
Mardi 28 juillet : ILE SUR TET.
Mercredi 29 juillet : PRADES.
Jeudi 30 juillet : FONT-ROMEU.
Samedi 1^{er} août : ARLES-SUR-TECH.
Dimanche 2 août : CERET.
Lundi 3 août : CABESTANY.
Mardi 4 août : SAINT-ESTÈVE.
Mercredi 5 août : THUIR.
Jeudi 6 août : PERPIGNAN.
Vendredi 7 août : PERPIGNAN.

Nord

Samedi 18 juillet : LEFFRINCQUE.
Dimanche 19 juillet : GRAND-FORT PHILIPPE.
Lundi 20 juillet : SAINT-OMER.
Mardi 21 juillet : AMBLETEUSE.
Mercredi 22 juillet : SANGATTÉE.
Jeudi 23 juillet : SAINT-MARTIN.
Samedi 25 juillet : HARDELLOT.
Dimanche 26 juillet : BERCK-PLAGE.
Lundi 27 juillet : CAYEUX.
Mardi 28 juillet : HESDIN.
Mercredi 29 juillet : ÉTAPLES.
Jeudi 30 juillet : MONTREUIL.
Samedi 1^{er} août : MERS-LES-BAINS.
Dimanche 2 août : RUE.
Lundi 3 août : SAINT-VALÉRY.
Mardi 4 août : QUEND-PLAGE.
Mercredi 5 août : BERCK-PLAGE.
Jeudi 6 août : STELLA-PLAGE.

Normandie

Samedi 1^{er} août : LE TREPORT.
Dimanche 2 août : DIEPPE.
Lundi 3 août : SAINT-VALÉRY-EN-CAUX.
Mardi 4 août : LE HAVRE.
Mercredi 5 août : VILLERVILLE.
Jeudi 6 août : TROUVILLE.

Bretagne

Samedi 18 juillet : BENODET.
Dimanche 19 juillet : LE GUILVINEC.
Lundi 20 juillet : AUDIERNE.
Mardi 21 juillet : DOUARNENEZ.
Mercredi 22 juillet : PLOMODIERN.
Jeudi 23 juillet : CROZON.
Samedi 25 juillet : LANDERNEAU.
Dimanche 26 juillet : PLOUGONVELIN.
Lundi 27 juillet : BREST.
Mercredi 29 juillet : BRIGNOGAN.
Jeudi 30 juillet : LOCQUIREC.
Vendredi 31 juillet : MORLAIX.
Samedi 1^{er} août : LANNION.
Dimanche 2 août : TREBEURDEN.
Lundi 3 août : TREGUIER.
Mardi 4 août : PAIMPOL.
Mercredi 5 août : SAINT-QUAY PORTRIEUX.
Lundi 10 août : SAINT-JACUT DE LA MER.
Mardi 11 août : SAINT-LUNAIRE.
Mercredi 12 août : SAINT-MALO.
Jeudi 13 août : CANCALE.

Vendée

Samedi 18 juillet : ARS-EN-RÉ.
Dimanche 19 juillet : SAINTE-MARIE-DE-RÉ.
Lundi 20 juillet : LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ.
Mardi 21 juillet : ROCHEFORT.
Mercredi 22 juillet : LA ROCHELLE.
Jeudi 23 juillet : LE CHATEAU D'OLÉRON.
Samedi 25 juillet : SAINT-PIERRE D'OLÉRON.
Dimanche 26 juillet : DOMINO (Oléron).
Lundi 27 juillet : MESCHERS.

Mardi 28 juillet : ROYAN.
Mercredi 29 juillet : SAINT-GEORGES-DE-DIDONE.
Samedi 1^{er} août : LA FAUTE-SUR-MER.
Lundi 3 août : L'EPINE.
Mardi 4 août : L'HERBAUDIERE.
Mercredi 5 août : NOIRMOUTIER-EN-L'ILE.

Auvergne

Samedi 18 juillet : ARGENTAT.
Dimanche 19 juillet : BEAULIEU-SUR-DORDOGNE.
Lundi 20 juillet : GOURDON.
Mardi 21 juillet : DOMME.
Mercredi 22 juillet : SAINT-CYPRIEN.
Jeudi 23 juillet : SARLAT.

Côte Aquitaine

Samedi 18 juillet : GUJAN-MESTRAS.
Dimanche 19 juillet : YCHOUX.
Lundi 20 juillet : SAINT-JULIEN-EN-BORN.
Mardi 21 juillet : MIMIZAN-PLAGE.
Mercredi 22 juillet : BISCAROSSE-VILLE.
Jeudi 23 juillet : SAINT-GIRONS.
Samedi 1^{er} août : SOULAC.
Dimanche 2 août : LACANAU-OCEAN.
Lundi 3 août : ARES.
Mardi 4 août : HOUTRIN.
Jeudi 6 août : AUDENGE.

Côte Basque

Samedi 18 juillet : VIEUX-BOUCAU.
Dimanche 19 juillet : SEIGNOSSE.
Lundi 20 juillet : LABENNE.
Mardi 21 juillet : SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE.
Mercredi 22 juillet : ANGLET.
Jeudi 23 juillet : HENDAYE.
Samedi 25 juillet : SAINT-PÉE-SUR-NIVELLE.
Dimanche 26 juillet : ASCAIN.
Lundi 27 juillet : HASPARREN.
Mardi 28 juillet : SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT.
Mercredi 29 juillet : TARNOS.
Jeudi 30 juillet : BAYONNE.

Pyrénées

Samedi 25 juillet : OLORON SAINTE-MARIE.
Mercredi 29 juillet : CAUTERETS.
Jeudi 30 juillet : LUZ SAINT-SAUVEUR.

Ardèche

Samedi 1^{er} août : BAGNOLES-SUR-CEZE.
Lundi 3 août :
jour : VALLON-PONT-D'ARC.
soir : SALAVAS
Mardi 4 août : RUOMS
Mercredi 5 août : LES VANS
Jeudi 6 août : JOYEUSE.
Samedi 8 août :
jour : AUBENAS.
soir : LALEVADE.

Alpes du Nord

Samedi 18 juillet : ANNECY.
Dimanche 19 juillet : DOUVAIN.
Lundi 20 juillet : THONON.
Mardi 21 juillet : YVOIRE.
Mercredi 22 juillet : EVIAN.
Jeudi 23 juillet : CLUSES.

Alpes du Sud

Samedi 1^{er} août : LE MONETIER.
Dimanche 2 août : GUILLESTRE.
Lundi 3 août : SAVINES.
Mardi 4 août : EMBRUN.
Mercredi 5 août : ST-JEAN-ST-NICOLAS ou CHORGES.
Jeudi 6 août : BARCELONNETTE.

Provence

Samedi 25 juillet : AIX EN PROVENCE.
Dimanche 26 juillet : PERTUIS
Lundi 27 juillet : PEYROLLES.
Mardi 28 juillet : GARDANNE.
Mercredi 29 juillet : MANOSQUE.
Jeudi 30 juillet : GREOUX LES BAINS.
Samedi 1^{er} août : RIEZ.
Dimanche 2 août : LES SALLES SUR VERDON.
Lundi 3 août : BARJOLS.
Mardi 4 août : SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME.
Jeudi 6 août : LA CIOTAT.

Jura - Alsace

Samedi 1^{er} août : ARBOIS.
Dimanche 2 août : CLAIRVAUX-LES-LACS.
Lundi 3 août : SAINT-CLAUDE.
Mardi 4 août : MOREZ.
Mercredi 5 août : PONTARLIER.
Jeudi 6 août : MORTEAU.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui'en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson
CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande.

(1) Rayer les mentions inutiles.

MEETINGS

• avec **Arlette LAGUILLER**
vendredi 24 juillet NARBONNE

vendredi 31 juillet SAINT-BRIEUC

• avec **Daniel VITRY**
jeudi 23 juillet HENDAYE

Camping mortel, ce n'est pas la fatalité

Vingt-deux morts, autant de disparus, une trentaine de blessés, tel est le bilan de la catastrophe survenue le soir du 14 juillet au camping du Grand-Bornand, en Haute-Savoie. Un orage exceptionnel s'est abattu sur les montagnes voisines, transformant rapidement de petits torrents en fleuves de boue. Dans le camping, situé au bord de la rivière, les tentes, les voitures, les caravanes ont été emportées comme des fétus de paille, parfois sur des kilomètres. Les campeurs, surpris, n'ont rien pu faire pour se sauver. On a parfois retrouvé leur cadavre bien loin de là, enfoui dans la boue. Et pour bien d'autres, on le cherche encore.

C'est une catastrophe naturelle, dira-t-on, contre laquelle on ne pouvait rien. Oui, mais dès que l'on examine un peu ses circonstances, il apparaît qu'elle n'est pas seulement naturelle. Elle met aussi en cause la façon dont la société est organisée pour faire face à ce type de danger.

Plusieurs dizaines de personnes mortes ainsi un jour de vacances, emportées par les eaux sans que rien ne puisse être fait pour les sauver, était-ce donc inévitable? La catastrophe était-elle, comme on l'a dit, si imprévisible qu'il ne faudrait incriminer que la fatalité?

Pourtant, à cet endroit, on a appris que des crues de cette ampleur s'étaient déjà produites, au moins deux fois en un siècle, en 1936 et en 1879. C'est loin sans doute, mais c'était suffisant pour penser que cela pouvait se reproduire. Cela n'a pas empêché qu'on installe 300 campeurs dans ce lieu, au bord de la rivière, dans une zone inondable.

Il y avait bien une procédure en cours pour déterminer le degré d'exposition aux risques naturels des divers points de la commune. Mais c'est une procédure très lente, en partie du fait du manque de crédits; elle n'était pas achevée, et rien ne dit que si elle l'avait été, on aurait déplacé le camping du Grand-Bornand. Car pour ces vacanciers à bon marché qui passent leurs congés en camping, le fait est qu'on ne prend pas autant de précautions que lorsqu'il s'agit d'implanter, par exemple, un hôtel de luxe.

Il y a ainsi, chaque année, de nombreux accidents de vacances. Il y a quelques années, en Espagne, un camion-citernes avait explosé au beau milieu d'un camping situé en bordure de la grand-route, faisant plus de deux cents morts... Il y a deux ans, dans un camping du Var, c'est un mur récemment construit qui s'était effondré sur des campeurs, faisant onze morts. Et puis, c'est chaque année que des terrains de camping sont inondés même si, heureusement, c'est rarement aussi tragique que ce qui vient de se produire au Grand-Bornand.

Ce n'est pas lorsqu'on passe ses vacances au Hilton ou au Negresco que l'on risque ce genre d'accidents. En vacances aussi, il y a des différences sociales. Il y a ceux qui peuvent se payer les grands hôtels, le luxe, qui peuvent partir au loin en évitant la cohue de juillet-août. Et puis il y a ceux qui n'ont d'autre choix, quand ils peuvent partir, que de le faire au plus juste. Ceux-là n'échappent ni aux embouteillages, aux bouchons et parfois aux accidents sur les routes, ni à la cohue dans des terrains de camping où il ne faut pas être trop regardant sur la sécurité. Et ceux-là, pas si rarement que ça, le payent parfois de leur vie.

On dit que la société d'aujourd'hui est devenue celle des loisirs. Mais non, c'est d'abord et toujours la société du profit, où tout s'achète et tout se vend à condition que ça rapporte. Le camping, le tourisme de masse, la voiture et les vacances sont d'abord un moyen pour certains de faire des affaires, un marché pour un certain nombre d'industries et de commerces, et non pas une organisation rationnelle et satisfaisante des loisirs de ceux qui travaillent. Et qu'importe si une masse de campeurs est installée sur un terrain inondable, pourvu que cela fasse marcher le commerce.

La société du fric, la société divisée en classes, la société d'autant plus dure et dangereuse qu'on appartient aux couches les plus populaires, cette société-là ne se laisse pas oublier. Même en vacances.

Arlette LAGUILLER

IRAN-FRANCE

Un contentieux qui a ses racines dans l'attitude de l'impérialisme français

Le feuilleton des relations franco-iraniennes n'en finit pas de rebondir. Chaque jour, depuis deux semaines, apporte de nouveaux incidents, de nouvelles accusations portées de part et d'autre, qui alourdissent d'autant le contentieux.

Les accusations d'espionnage et de trafic portées par le gouvernement iranien à l'encontre du consul de France aujourd'hui réfugié derrière les murs de l'ambassade, l'attaque d'un porte-conteneurs français dans le Golfe persique par deux vedettes probablement iraniennes, l'incident qui a opposé un diplomate iranien sur l'aéroport de Genève à des douaniers français à propos de documents top-secrets, constituent les derniers événements de ce que la presse a appelé "la guerre des ambassades". Une affaire dans laquelle on ne sait plus très bien aujourd'hui ni où on en est, ni où l'on va.

Le fait est qu'un contentieux existe entre les gouvernements français et iranien. Mais il n'a pas, comme on voudrait nous le faire croire, pris sa source dans l'affaire Gordji, cet interprète attaché auprès de l'ambassade d'Iran à Paris que les juges français voudraient entendre dans le cadre d'une enquête sur des activités terroristes. D'ailleurs, on ne sait pas vraiment ce qu'ils lui reprochent.

S'agissait-il vraiment d'une enquête sur le terrorisme? Ou d'une manœuvre organisée par certains milieux de la police et destinée à renforcer aux yeux de l'opinion publique française l'image d'un gouvernement et d'un appareil d'Etat menant une lutte efficace contre le terrorisme? Gordji aurait-il été manœuvré comme il l'a affirmé — et comme le reprend le *Canard Enchaîné* — par les services secrets ou diplomatiques français? On ne saura sans doute jamais tous les dessous de cette histoire.

Ce qui est sûr au-delà de ces péripéties, c'est que le différend n'est pas nouveau et ne date pas de cette affaire Gordji. Ni même des différentes prises d'otages français par les milices pro-iraniennes agissant au Liban. Ces faits ne sont que le prolongement d'un contentieux lié à l'attitude de l'impérialisme français dans cette région du Moyen-Orient.

D'abord dans la guerre sans merci qui oppose depuis maintenant 6 ans l'Iran et l'Irak. Dans ce conflit, les gouvernements français successifs ont pris fait et cause pour l'Irak, lui livrant d'énormes quantités d'armes, de missiles en tout genre, de Mirage et autres engins de mort destinés à perpétuer le carnage... et les profits de l'industrie d'armement en France. Et il faut toute

l'hypocrisie d'un Mitterrand pour feindre l'innocence, comme il a osé le faire le 14 juillet devant les caméras de télévision, en déclarant que la France vendait des armes et était "l'amie" de l'Irak sans être pour autant "l'ennemie" de l'Iran.

Enfin, il y a un contentieux financier plus vieux encore, portant sur un prêt d'un milliard de dollars que, lorsqu'il était au pouvoir, le Chah avait consenti à la France pour la construction de la centrale nucléaire de Pierrelatte. Depuis, et malgré les réclamations réitérées du nouveau gouvernement iranien, l'Etat français, avec toute son arrogance d'Etat impérialiste, a toujours refusé de rembourser sa dette.

Comme on le voit, on est bien loin de la France, victime et innocente, version que les politiciens et la presse nous servent quotidiennement ici. Et si on ne peut prévoir quels seront les développements du contentieux irano-français, il y a au moins une chose dont on peut être sûr : si demain des Français, civils ou militaires, tombent dans le Golfe, au Liban ou même à Paris, sous les balles ou les bombes iraniennes, ils paieront pour l'attitude de l'impérialisme français et pour les profits des trusts de l'armement et du nucléaire.

Troisième interdiction d'une revue d'opposition algérienne en France

Le lendemain de l'interdiction du mouvement basque Iparretarrak, pour cause de terrorisme, on apprenait l'interdiction de la revue *Le Changement*, organe du MDA (Mouvement pour la démocratie en Algérie, dirigé par Ben Bella). C'est la troisième fois, depuis le 22 décembre 1986 que le journal du MDA est interdit en France. Pourquoi? Officiellement : "Pour ne pas porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France". On remarquera que ces "intérêts diplomatiques" conduisent à soutenir une dictature militaire, sans être trop regardant sur ses activités sur le territoire français. Puisque l'avocat du MDA, maître Ali Mécili, a été mystérieusement assassiné le 7 avril dernier, vraisemblablement par des tueurs agissant pour le compte du gouvernement algérien.

Les amis de Ben Bella, eux, n'ont fait que vouloir publier un journal. Cela leur vaut les foudres du gouvernement français.

La dissolution d'Iparretarrak

Le Conseil des ministres du 15 juillet a annoncé la dissolution d'Iparretarrak, l'organisation nationaliste basque française.

Chirac et Pasqua ont besoin, à quelques mois des élections, d'afficher quelques succès dans leur lutte contre le terrorisme et ils ont trouvé dans cette organisation une victime toute désignée. D'autant que, comme c'est le propre de tous les groupes qui mènent ce genre de combat, il est bien difficile de savoir ce qu'ils ont vraiment fait, ce qu'ils préparent, en dehors de ce qu'ils revendiquent et de ce que la police nous en dit. Alors, Pasqua a beau jeu de les désigner comme de dangereux individus, de lancer ses limiers à leur poursuite et d'afficher quelques arrestations spectaculaires, abondamment couvertes par la presse.

Cela ne change pas grand-chose, mais cela permettra peut-être à Chirac de récupérer quelques voix.

Réductions à sens unique

Le ministre de l'Economie a promis six milliards de réduction d'impôts sur les revenus, l'an prochain... pour les cadres et professions libérales.

Chirac a annoncé une autre réduction d'impôts, au nom de l'aide à la recherche... pour les petites et moyennes entreprises.

Quant à la masse des salariés, qui ne voient rien venir sinon encore une hausse de leurs cotisations pour la Sécurité sociale, ils n'ont, en effet, rien à attendre des gouvernements, quels qu'ils soient. Ils n'obtiendront que ce qu'ils se montreront capables d'imposer.

Pas de quoi pavoiser

Commentant les premiers résultats d'une enquête qui s'est déroulée dans les entreprises de plus de 50 salariés de 12 régions, l'INSEE vient d'annoncer que "l'année 1986 a été marquée par une moindre érosion de l'emploi salarié".

Moindre, peut-être, mais de peu : car il n'y a qu'une toute petite baisse des diminutions d'emplois : dans le bâtiment — 1,1% en 86 contre — 1,7% en 85, et dans l'industrie — 3,3% contre — 3,7%.

Et surtout, dans cette même enquête, l'INSEE explique que la mobilité de la main-d'œuvre a progressé en 1986, et que "cette

hausse résulte essentiellement de l'augmentation des embauches sur contrats à durée déterminée, qui ont représenté environ les deux tiers des embauches réalisées dans ces établissements."

En somme, le nombre de travailleurs qui changent d'entreprise, qui ont des contrats à durée déterminée, est de plus en plus grand. L'emploi précaire est de plus en plus développé avec, certainement le plus souvent, ce qui va avec : le salaire précaire aux environs du SMIC.

En somme, l'érosion continue. Aussi bien pour l'emploi salarié que pour les salaires et... les droits des salariés.

Par ici la monnaie

Le ministre Michel Noir se balade en Chine. Vacances de riche? Non, il fait son travail : au service des capitalistes français, il fait des affaires, négocie de gros contrats, par exemple au profit d'Alcatel, et prépare le terrain en vue d'en obtenir d'autres pour les patrons.

Ministre du Commerce, ou représentant de commerce?

Et moi, et moi, et moi...

Le secrétaire du Parti Socialiste, Lionel Jospin, se verrait bien en Premier ministre. C'est lui qui l'a dit : l'idée ne lui paraît "pas extravagante".

Décidément, à gauche comme à droite, l'ambition d'accéder à des postes au gouvernement, ce n'est pas ce qui manque !

Et dire que les uns et les autres appellent cela se mettre au service de l'intérêt général...

Le hold-up le plus simple

Lundi 13 juillet, deux individus se faisant passer pour des hommes d'affaires ont réussi à s'introduire dans la salle des coffres du centre des dépôts de Knightsbridge à Londres. 130 coffres-forts ont ainsi été visités et on estime à 200 millions de francs le bilan de ce hold-up.

Les deux gangsters avaient tout simplement demandé de louer un coffre. Et c'est au cours de la visite de la salle, quand on leur a montré les systèmes de sécurité, en leur parlant d'inviolabilité de la banque, qu'ils ont opéré, prenant en otage le directeur...

Il suffisait d'y penser en somme... et à la décharge du directeur, il faut dire qu'il n'est peut-être pas toujours facile de distinguer un gangster d'un homme d'affaires et client possible !

Un monde de disparités

La fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) vient de présenter un rapport sur le pouvoir d'achat des métallurgistes à travers le monde.

Il y apparaît que c'est le métallurgiste américain qui a le pouvoir d'achat le plus élevé. Ce rapport souligne les différences considérables entre le pouvoir d'achat des métallurgistes des pays industrialisés et celui des travailleurs du Tiers Monde.

Ainsi, pour pouvoir s'acheter un poulet, un ouvrier de la construction navale devra travailler 20mn 30s en RFA ou au Danemark, 27mn 25s en Grande-Bretagne, 1 h 5 mn en Corée du Sud et 6 h 25 mn en Inde.

Autre exemple, pour s'acheter un réfrigérateur, un métallurgiste doit travailler 25 heures aux USA, contre 67 heures en Italie, 83 heures en France, 85 heures en Suède, 410 heures au Chili et 997 heures en Inde.

Les capitalistes sont les premiers à connaître ces disparités énormes et à en profiter en déplaçant leurs capitaux et leurs usines sur la planète à la recherche d'une main-d'œuvre meilleur marché, et... du profit maximum.

Les capitalistes ne connaissent pas les frontières. Ce serait aux travailleurs du monde d'imposer qu'il n'y en ait pas non plus entre eux.

France, pays de bas salaires

Au passage, la même statistique de la FIOM montre que le pouvoir d'achat des métallurgistes qui travaillent en France est bien derrière celui d'autres pays industriels.

Pour s'acheter un kilo de bœuf, un ouvrier doit travailler 16mn 45s aux USA, 1 h 11mn en RFA, 1 h 17mn en Grande-Bretagne et 1 h 42mn en France.

Pour l'achat d'une automobile, il faudra travailler plus longtemps en France qu'au Japon, aux USA, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne et en Australie ; le métallurgiste français doit en effet pour cela travailler 1 922 heures, soit près de 4 fois plus de temps qu'au Japon (541 heures).

Dans la concurrence internationale, les patrons français comptent surtout sur les bas salaires pour assurer leur compétitivité. Ils font la guerre économique... avec la peau des autres.

Quand deux légionnaires font un "carton" à Arcachon

Deux légionnaires, en permission du 14 juillet à Arcachon, ont abattu à bout portant un automobiliste pour lui voler sa voiture et ont grièvement blessé son beau-père.

Les deux légionnaires avaient fait le pari avec un troisième, lui aussi, du deuxième REP (Régiment Etranger de Parachutistes), de sillonner, l'arme au poing, les rues d'Arcachon.

A la suite du meurtre, les autorités militaires ont très rapidement dégagé leur responsabilité dans cette affaire : les trois légionnaires étaient en permission régulière et... ne portaient pas d'uniforme !

Peut-être que pour les autorités militaires, cela change les choses. Pourtant, les trois légionnaires se sont tout simplement comportés comme elles leur ont appris à le faire. Car il faut croire que c'est comme ça qu'ils font lorsqu'ils sont en opération, au Tchad ou ailleurs. Alors, lorsqu'ils se retrouvent dans une rue à Arcachon, un peu avinés, ils ne savent plus très bien faire la différence entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.

Difficile, pour les autorités militaires, de recruter des hommes de main, pour maintenir l'ordre à tout prix dans la zone d'influence de l'impérialisme français et d'un autre côté de leur faire comprendre ce genre de nuance.

M.L.

Qu'il est brillant



Pour les fêtes de fin d'année, d'aucuns achètent des chocolats, du parfum, voire un train électrique... Chez les Chalandon, on achète plutôt des pierres précieuses. Sans doute parce que c'est plus facile à transporter.

C'est ce que vient de révéler l'entourage du ministre de la Justice, en réponse à une nouvelle confidence des frères Chaumet, via le *Canard Enchaîné*. On savait que Chalandon avait fait vendre des pierres précieuses aux ex-joailliers. On vient d'apprendre qu'il leur en avait aussi acheté, auparavant. Pas du tout, rétorque alors l'entourage ministériel, sauf un peu pour les "cadeaux d'usage" de fin d'année.

Cadeaux que, bien évidemment, Chalandon payait rubis

sur l'ongle. On n'en finit pas de découvrir les multiples facettes d'un homme aussi poli.

Afrique du sud : mineurs et métallos en grève

Les neuf députés de droite et d'extrême-droite qui ont séjourné en Afrique du Sud n'y ont pas trouvé de trace de l'Apartheid, mais des efforts considérables en faveur des Noirs... Ils auraient dû attendre quelques jours de plus : mardi 14 juillet, les métallos et les mineurs sud-africains, noirs dans leur immense majorité, se sont mis en grève pour des augmentations de salaire.

Une grève que le gouvernement sud-africain a aussitôt déclarée "illégal", sans doute dans le cadre de ses "efforts" en faveur des Noirs...

Mais, illégal ou pas, les travailleurs ont fait grève. La loi, en Afrique du Sud, est contre eux, et les flics du régime raciste au service de cette loi. Mais les travailleurs sud-africains ont pour eux la combativité qu'ils ont déjà manifestée de nombreuses fois. Et, en dépit des lois, ils peuvent gagner.

Turquie : plus libre que ça, tu meurs !

En Turquie, le régime militaire qui sévit depuis bientôt sept ans veut, paraît-il, se libéraliser. Le gouvernement a donc annoncé son intention d'organiser un référendum sur la suppression des interdits frappant les leaders des partis politiques abolis après le coup d'Etat de septembre 1980.

Mais comme l'esprit militaire exclut l'à-peu-près, le gouvernement a commencé par décider un couvre-feu d'une journée pour effectuer un recensement de la population en vue de constituer les listes électorales. Le 12 juillet donc, de 5 heures du matin à 7 heures du soir, 55 millions de Turcs ont été consignés chez eux, en dépit de la canicule, pour attendre les recenseurs officiels. Pour circuler en dépit du couvre-feu il fallait être muni d'une autorisation spéciale... et rarissime.

Il ne reste plus qu'à continuer à appliquer les mêmes méthodes, et il y aura 100% de "oui" pour affirmer que le régime est le plus libéral du monde !

P.A.

Quand l'extrême-droite pose problème à la droite

Les dernières élections municipales de Grasse, les commentateurs qu'a suscités l'alliance entre le maire sortant UDF-Radical, Hervé de Fontmichel, avec le Front National, et l'exclusion de Fontmichel du Parti Radical (seulement une fois qu'il avait été réélu : au Parti Radical, on ne voudrait tout de même pas braquer l'électorat...) illustrent une nouvelle fois les problèmes que pose la montée électorale de l'extrême-droite aux dirigeants des partis de droite traditionnels, RPR ou UDF, ainsi que la tactique actuelle de Le Pen.

Au niveau local, surtout dans le sud de la France, pratiquement aucun politicien de droite ne dédaigne l'appui du Front National, dès lors que son poste est en jeu. Presque toutes les notabilités de droite de la région, y compris des leaders nationaux comme Jacques Médecin, le maire RPR de Nice, et Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, ont tenu à apporter leur soutien à la liste UDF-CNI-Front National de Grasse, dans le souci évident de préserver leur propre avenir. A un niveau toujours local, l'alliance du RPR ou de l'UDF avec le Front National a d'ailleurs été systématisée dans plusieurs Conseils régionaux, où l'appoint des élus du Front National est indispensable pour assurer une majorité à la droite.

Quoi d'étonnant à ce que des politiciens de droite s'allient à des politiciens d'extrême-droite? Non seulement il s'agit bien souvent des mêmes hommes passés d'un parti à l'autre, mais ils se font élire sur la base d'une démagogie réactionnaire très voisine, les transfuges du RPR ou de l'UDF donnant au Front National la "respectabilité" des gens déjà en place, et les candidats du RPR ou de l'UDF ne dédaignant pas de faire naviguer leur campagne sur les franges du racisme et de la xénophobie.

Mais, si les politiciens locaux du RPR et de l'UDF se sont vite accommodés de la montée électorale de l'extrême-droite, il n'en est pas de même des dirigeants nationaux de ces partis. Pas pour des raisons de principe, quoi qu'ils en disent, mais parce que les mêmes soucis électoraux les amènent à des conclusions différentes : d'abord, au niveau national, la montée électorale du Front National ne peut se faire qu'au détriment de l'UDF et du RPR, et ensuite

une partie des électeurs modérés de droite pourraient préférer reporter leurs suffrages sur le Parti Socialiste plutôt que d'accepter une alliance au niveau national entre le RPR, l'UDF et le Front National.

Alors, les dirigeants du RPR et de l'UDF sont coincés, coincés entre le Front National qui les menace à droite, et le Parti Socialiste qui les menace au centre.

Pour le Parti Socialiste, la montée électorale de l'extrême-droite — et l'embarras qu'elle provoque parmi les dirigeants de l'UDF et du RPR — n'est que l'occasion de se poser en champion de l'intransigeance face à Le Pen, à la fois pour faire le plein de l'électorat de gauche et pour attirer des électeurs du centre ou de droite antiracistes, et que les alliances locales avec le Front National indisposeraient.

Au RPR et à l'UDF — au niveau local comme au niveau national —, au Parti Socialiste, ce ne sont, s'agissant du Front National, que mesquins calculs électoraux.

A vrai dire, aujourd'hui en tout cas, il en est de même des dirigeants du Front National. Loin de se poser en champions de l'antiparlementarisme, comme le firent les partis fascistes d'entre les deux guerres mondiales, les dirigeants du Front National recherchent les alliances qui pourraient transformer leur influence électorale en postes de ministres d'une coalition de droite.

Alors, ce ne sont pas tant les combinaisons électorales qui peuvent poser un problème aux travailleurs que le fait que ces combinaisons sont rendues possibles par le fait qu'un nombre croissant d'électeurs se reconnaissent dans la démagogie anti-immigrés et anti-ouvrière d'un Le Pen. Et le danger serait que cela cesse d'être un phénomène purement électoral.

Le Pen a gagné son électorat sur la base de préjugés racistes et xénophobes. Sa base sociale, c'est une fraction de la petite bourgeoisie, une petite bourgeoisie bourrée de préjugés et déçue, sur le plan politique, par les grands partis traditionnels. Alors, il s'est trouvé des millions de ces petits-bourgeois pour entonner avec Le Pen, le temps de glisser un bulletin dans l'urne, des couplets anti-immigrés ou anti-ouvriers. Mais, derrière les banderoles de Le Pen, dans la rue, ils ne sont plus que quelques milliers à

réclamer cette politique anti-ouvrière; et, s'il s'agissait de passer aux actes, il n'en resterait plus que quelques-uns. Car, aujourd'hui, les petits-bourgeois partisans de Le Pen vivent bien, ne souffrent pas de la crise, en profitent même dans une large mesure, eux qui, commerçants ou petits entrepreneurs, ont l'échelle mobile des revenus, profitent de la baisse des salaires ouvriers et réalisent de confortables plus-values boursières : le milliardaire Le Pen est, dans une certaine mesure, bien représentatif de ces petits-bourgeois fortunés.

Mais que se passerait-il, demain, si des millions de petits-bourgeois voyaient leurs économies placées en actions s'envo-

ler avec une baisse en cascade des cours? Les gros bourgeois en profiteraient pour tout racheter, à bas prix, faisant ainsi passer dans leur poche l'argent qui s'était égaré dans la poche des petits. Ce ne serait pas encore la ruine pour les petits-bourgeois, mais ils seraient peut-être déjà prêts à descendre dans la rue. Et nous ne sommes peut-être pas très loin d'une telle situation.

La bourgeoisie peut très bien dans son avidité plumer les petits-bourgeois, les ruiner même. Et l'implantation assez large des idées d'extrême-droite qui existe aujourd'hui pourrait alors prendre une tout autre tournure, sous la houlette de Le Pen ou d'un autre, si Le Pen est

trop compromis dans sa politique électorale.

Si la classe ouvrière, par sa capacité à lutter et à faire reculer la bourgeoisie, ne se montre pas crédible au point d'entraîner cette petite-bourgeoisie derrière elle, les forces de l'extrême-droite actuelle deviendront peut-être celles d'un parti fasciste.

Nous n'en sommes pas là, bien sûr, mais peut-être pas si loin. Et c'est dès aujourd'hui que la classe ouvrière doit, au lieu de se résigner à son sort, faire preuve de cette combativité, en refusant de payer la crise et en faisant reculer la bourgeoisie.

Jean-Jacques FRANQUIER

• Neuf bons Blancs de retour d'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est un pays "où se côtoient toutes les races sans discrimination apparente", résultat sans doute de "l'abolition de l'Apartheid en 1984".

La preuve par neuf vient d'en être administrée. Neuf députés du Front National, de l'UDF et du RPR qui n'ont pas tari d'éloges au retour d'un voyage dans ce pays qui hante leurs rêves.

Ils y ont vu que "la paix et la sécurité régnaient". Croyons-les : "On ne leur a rien caché, on leur a ouvert toutes les portes". Probablement surtout les portes des hôtels, mais ils ont tout de même vu Soweto. Chénardi y a constaté "l'harmonie des couleurs et les nouveaux espaces verts". L'endroit devait être bien choisi.

D'espace vert en hôtel, ils n'ont "jamais croisé un regard de haine". D'autant plus qu'ils ont refusé de croiser tout militant anti-Apartheid, car "nous ne rencontrons jamais les chefs

des organisations terroristes". Seule exception, un secrétaire de Desmond Tutu. Peut-être pas de haine dans le regard chez lui, mais il était probablement à l'image de son patron "cet archevêque qui a fait l'éloge du marxisme mozambicain".

Il y a de quoi être indigné par de tels propos, fièrement proclamés à leur retour. Au point qu'un certain nombre de dirigeants de la droite se sont sentis obligés de s'en démarquer.

Toubon, secrétaire général du RPR a rappelé que son parti condamne l'Apartheid, et Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, a trouvé ces déclarations "affligeantes". Chaban-Delmas, président de l'Assemblée Nationale a déclaré que celle-ci n'était pas engagée par ces propos... après avoir engagé les fonds nécessaires au voyage. Aucun d'entre eux n'est cependant allé jusqu'à condamner les commis-voyageurs de l'Apartheid.

S'ils s'étaient contentés d'un voyage aux frais de la princesse, personne n'aurait trouvé à y redire. Il y a cependant des choses qu'on peut penser, mais à ne pas crier sur tous les toits...

Etait-ce une maladresse ou un calcul politique de la part des six députés UDF et RPR? En tout cas, de tel propos favorables à l'Apartheid, proclamés aux côtés d'un dirigeant du Front National comme Jean-Pierre Stirbois, étaient plutôt mal venus pour les dirigeants des partis de droite au moment où ils sont déjà embarrassés par l'attitude à adopter vis-à-vis du Front National.

Les Toubon, Malhuret, Chaban-Delmas et autres politiciens qui veulent se donner une image de démocrates ont apparemment des amis encombrants. Mais on n'a jamais que les amis qu'on mérite.

Philippe NATIER

• Quand Mitterrand est attentif à ses futurs bulletins de vote

"Grasse en même temps que la visite de quelques parlementaires en Afrique du Sud, ça commence à faire beaucoup et je pense que tout citoyen responsable (...) doit être attentif à cette évolution". C'est ainsi que Mitterrand s'est exprimé sur TF1, le 14 juillet.

Mais que doit donc faire un

"citoyen responsable" à part être attentif? Voter socialiste aux prochaines élections, c'est sans doute ce que Mitterrand (qui n'est toujours pas candidat!) veut nous rappeler. Et il n'allait pas rater cette occasion de le faire.

Oui, mais c'est justement la gauche au gouvernement, en

décevant toute une fraction de l'électorat qui avait voté pour elle, qui a permis les succès politiques du Front National et de ses campagnes racistes et xénophobes.

Alors, pour arrêter la vague, il vaut mieux faire confiance à autre chose qu'à un bulletin de vote socialiste et un nouveau chèque en blanc à Mitterrand.

Tous pourraient vivre, s'il n'y avait le capitalisme

Depuis le 11 juillet, la planète compte 5 milliards d'hommes et de femmes. Le FNUAP (Fonds des Nations-Unies) a choisi arbitrairement cette date pour marquer nettement que la barre des 5 milliards d'habitants avait été atteinte. Ce chiffre et cette date constituent une approximation, bien sûr, les recensements valent ce qu'ils valent et, dans certains pays, ce n'est pas grand-chose, la vie des hommes ne comptant pas. Alors, leur recensement...

Et à propos des 5 milliards d'habitants, on entend les mêmes arguments alarmistes, ou à peu de chose près, que quand la population mondiale avait atteint les 3 milliards (en 1960) ou les 4 milliards (dans les années 70).

5 milliards, ce serait beaucoup trop. Et ce passage relance la polémique autour de la surpopulation. La "croissance s'accélère", déplore le FNUAP. Et même si le rapport sur la question ne se veut pas aussi alarmiste que dans les années 70, il s'interroge : "L'accroissement de la population des pays en voie de développement se répercute directement sur les pays industrialisés. Par exemple, sous l'effet combiné de la pauvreté et de la pression démographique, la famille de l'enfant "5-milliards" devra peut-être émigrer dans sa recherche d'un emploi". Les ressources de la planète — et des pays sous-développés particulièrement — sont insuffisantes, elles remettent en cause la vie dans les pays industrialisés, d'après le FNUAP. Il prône une politique nataliste, essayant de diminuer le taux de natalité.. dans les pays sous-développés.

Déjà, au XIX^{ème} siècle, Malthus proposait de réduire la natalité, les ressources terrestres n'étant pas extensibles, disait-il. A cela, Marx lui répondait : "Seul Malthus est superflu" !

Et le problème est aujourd'hui le même. Sans discuter du fait que les ressources terrestres soient extensibles ou pas, il y a aujourd'hui, et largement, de quoi nourrir toute la planète. Si aujourd'hui, les trois quarts de la population survivent très misérablement, ce n'est pas dû au manque de ressources. Des experts ont même estimé que la Terre aujourd'hui pouvait nourrir 10, voire 20 milliards d'habitants. Non, les richesses, il y en a. Il n'y a qu'à voir le mal que se donnent les pays riches pour les gaspiller. Et même pour parler uniquement des richesses alimentaires, nous croulons sous les surproductions.

En France, on se penche avec sérieux sur un projet pour transformer le surplus de blé en... essence, en éthanol plus exactement. En Europe, on croule sous les tonnes de beurre, de lait, de viande, on ne sait plus comment les stocker. La société en vient à dépenser de l'énergie, de l'argent, pour stocker ses surplus ou tout simplement pour les détruire. Mais il n'est pas question de les envoyer aux pauvres, et aux sous-alimentés de la planète, car ils n'ont pas le pouvoir d'achat pour les acquérir.

Alors, quand le Fonds des Nations-Unies estime que le cinq-milliardième habitant de la planète aura peu de chances d'atteindre sa cinquième année, sera sous-alimenté, saura tout juste lire et écrire (les neuf dixièmes de la population naissent dans les pays sous-développés), cela juge de la société dans laquelle nous vivons.

Ce qui est en cause, ce ne sont pas les "manques" de ressources, la nécessité ou non d'une politique nataliste. Ce qui est en cause, c'est l'organisation de cette société basée sur le profit. Et pour y mettre fin, ce n'est pas une campagne publicitaire sur le cinq-milliardième être humain qu'il faut. C'est la mobilisation révolutionnaire des pauvres de la planète pour mettre à bas la poignée de nantis qui continue d'imposer au monde un système économique aberrant et dépassé.

Marielle LEMONNIER



7^e CONFÉRENCE DE LA CNUCED

Aussi incapable de résoudre les problèmes du Tiers Monde que les six autres

Plusieurs milliers de ministres et de notables provenant de 168 pays, des représentants d'organisations diverses, sont actuellement réunis, et ce jusqu'au 31 juillet, dans le cadre de la 7^e Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à Genève.

Ces délégués sont censés discuter des problèmes qui secouent le marché mondial, frappant en particulier les pays du Tiers Monde, et tenter d'y trouver des solutions. Ainsi on retrouve inscrits à l'ordre du jour le problème des cours des produits de base ; celui de la dette, et le problème plus général des pays sous-développés (appelés pudiquement, dans les discours de l'ONU, "pays moins avancés").

Mais les travaux de cette conférence n'avaient pas commencé qu'on en connaissait déjà les résultats. Quelques larmes hypocrites versées sur la misère du monde, quelques déclarations pour soigner, comme Mitterrand, son image de marque auprès de quelques dirigeants africains, mais rien d'essentiel, voire seulement de concret, pour améliorer la situation des populations les plus pauvres de la planète. Car dans ce genre de réunion, il n'est pas question d'autre chose que de palabres... et encore, le cadre de la discussion est soigneusement défini à l'avance.

En ce qui concerne les cours mondiaux des matières premières par exemple, le principe d'un accord avait été adopté en 1976 pour 18 produits dont une dizaine avaient été classés comme prioritaires comme le sucre, le thé, l'étain, le coton, le café, le caoutchouc et le cacao. Un fonds destiné à stabiliser les prix

devait même être créé. Il n'est jamais entré en application si ce n'est pour le caoutchouc, le cacao et le café. C'est le même problème qui réapparaît aujourd'hui. Car, si depuis plus d'un quart de siècle, les discours sur le développement reposent sur cette affirmation : les ressources en matières premières dont disposent les pays du Tiers Monde doivent leur permettre de s'équiper, la réalité est bien différente. La crise aidant, dès les années 80, les cours ont chuté brutalement sous le double effet d'une diminution de la demande, accentuée par la multiplication des mesures protectionnistes, et d'une dégradation des parités monétaires privant ces pays des ressources indispensables. La baisse du pouvoir d'achat des produits de base par rapport aux produits manufacturés enregistrée entre 1960 et 1986 serait, d'après les experts, de 30% pour les produits agricoles, de 27% pour les produits alimentaires et de 14% pour les autres produits, avec des situations dramatiques pour la plupart des pays sous-développés, dont les ressources dépendent très massivement de ces exportations vers le marché mondial. Ainsi la Malaisie, qui dépend à 45% de ses exportations de riz, a vu la valeur de celui-ci chuter de 50%. La dégradation des termes de l'échange à l'échelle mondiale est telle que le pouvoir d'achat des produits de base serait revenu à son plancher des années 30.

Un autre problème vient amplifier ce phénomène : celui de la dette souscrite auprès des organismes financiers mondiaux. Le poids de cette dette, qui a dépassé en 1986 le cap des 1000 milliards de dollars, est tel qu'il écrase de plus en plus les

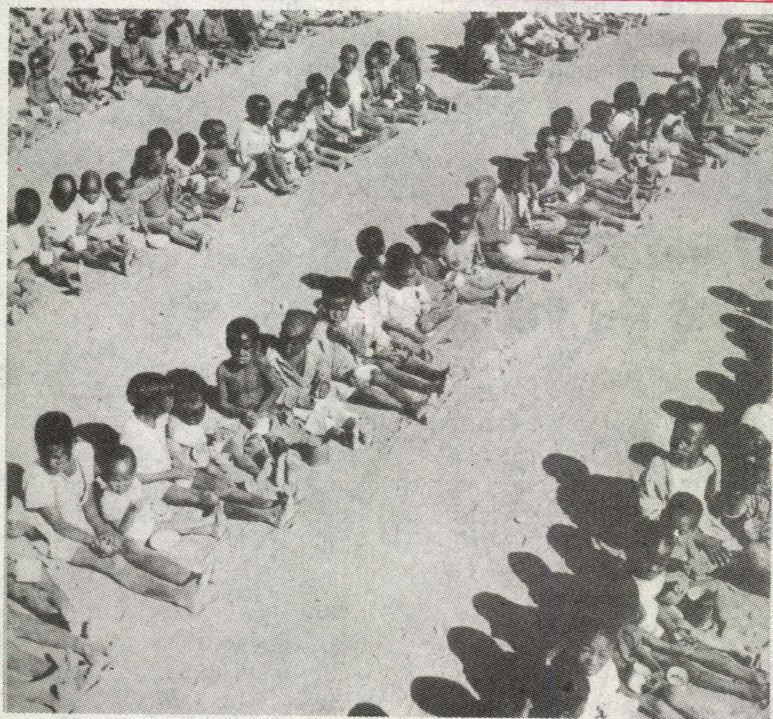
pays sous-développés. De l'Afrique à l'Amérique latine en passant par les pays asiatiques, on ne compte plus les Etats incapables de régler même les seuls intérêts de leur dette. Et pour beaucoup de représentants des pays créditeurs, au premier rang desquels se situent les banquiers français, il n'est même pas question d'alléger cette dette en révisant à la baisse les taux d'intérêt. Au-delà de leurs discours "tiers-mondistes", les représentants des Etats les plus riches obéissent à la sacro-sainte loi du profit et sont prêts à pressurer jusqu'aux dernières limites les peuples pauvres du Tiers Monde, pourvu que le profit s'accumule dans les coffres-forts des banques.

Ce n'est pas la CNUCED qui va régler le problème de la dette. Le Monde du 14 juillet cite d'ailleurs un rapport confidentiel de l'OCDE selon lequel il ne saurait être question, dans le cadre de la CNUCED, de s'engager "sur la dette, dans une discussion technique orientée vers une décision". On ne saurait être plus clair !

En fait, les pays impérialistes, maîtres du marché mondial aussi bien pour les produits de base que pour les capitaux, n'entendent rogner en rien leurs profits, et encore moins en temps de crise.

Alors, ces conférences, la 7^{ème} comme les six qui l'ont précédée, resteront des machins inutiles, desquels ne sortiront au mieux que des résolutions inappliquées et inapplicables. En tout cas, des organismes bien incapables de résoudre les problèmes de la famine et du sous-développement dans lesquels se débattent les trois quarts de l'humanité.

Roger MEYNIER



La population face aux menaces de retour de la dictature

A Haïti, le Comité de coordination de la grève générale avait appelé à la grève générale le mercredi 15 juillet pour obtenir le départ du Conseil national de gouvernement du général Namphy. Cette nouvelle journée de grève semble avoir été largement suivie. Mais, si l'on en croit *Le Monde* du 17 juillet, "la lassitude d'une fraction croissante de la population est patente, après trois semaines de crise".

Aujourd'hui, le CNG du général Namphy a reculé en grande partie sur ce qui a déclenché la mobilisation : le décret électoral en cause a été rapporté, le syndicat CATH réautorisé, à condition tout de même qu'il change ses dirigeants qui n'ont été remis en liberté que provisoire. Mais, même s'il a reculé, Namphy reste en place, et rien n'indique qu'il ait l'intention d'en partir, comme le réclame le Comité de coordination de la grève générale, même si les derniers événements ont montré son isolement total, fort qu'il est du soutien des chefs de l'armée et de l'impérialisme américain.

Car, pour les classes dirigeantes haïtiennes comme pour l'impérialisme américain, depuis la chute de Duvalier, il n'y a pas de solution de rechange capable de duper les

travailleurs et les masses pauvres du pays, ou plutôt, ce qui revient au même, il y en a trop — "présidentiables" multiples sans grand crédit, organisations libérales sans implantation véritable. Et, devant cette absence de solution de rechange, le CNG peut même se poser en défenseur de la Constitution, refusant de démissionner puisqu'il est supposé assurer la "transition" avant les prochaines élections présidentielles...

Qui se montrera le plus capable de duper les pauvres et de rétablir les conditions où pourra se poursuivre l'exploitation d'une des populations les plus misérables de la planète? Tel est le problème des classes dirigeantes haïtiennes et de l'impérialisme.

Pour les travailleurs, pour les pauvres d'Haïti, le départ de Namphy que l'opposition libérale fixe comme seul objectif ne résoudrait rien. Même si Namphy était remplacé par les plus libéraux de l'opposition libérale, même si ces libéraux organisaient des élections à peu près honnêtes, les pauvres d'Haïti auraient besoin de s'organiser pour se défendre face à la nouvelle équipe dirigeante.

Ce n'est pas la seule dictature qui est responsable de la misère du peuple haïtien. C'est le capi-

talisme, qui permet à quelques nantis de vivre dans le luxe, quand autour d'eux c'est un océan de détresse. C'est la domination de l'impérialisme américain, français, qui draine les richesses créées par le travail des ouvriers et des paysans haïtiens vers les pays riches. Même si, d'une manière ou d'une autre, les classes dirigeantes haïtiennes et l'impérialisme américain parvenaient à fabriquer l'homme ou le parti providentiel, cet homme ou ce parti se situerait dans le camp de la bourgeoisie. Et il ne pourrait résoudre aucun des problèmes qui ont donné naissance à la situation actuelle : pour combattre la misère, il faudrait s'en prendre aux nantis, aux capitalistes, aux propriétaires fonciers, il faudrait s'en prendre aux classes privilégiées qui l'auraient mis en place et dont il ferait lui-même partie. Alors, il est difficile de savoir aujourd'hui si les classes dirigeantes haïtiennes et l'impérialisme vont choisir dès maintenant de propulser un dictateur militaire chargé de faire régner l'ordre par un bain de sang — avec les risques que cela comporte avec une armée peu nombreuse et pas très sûre — ou s'ils continueront à tenter de fabriquer une alternative "démocratique". Mais, dans tous les cas,



A Haïti, la misère omniprésente.

le gouvernement ainsi mis en place ne pourrait que se retourner contre les masses.

Que ce soit avec le CNG de Namphy ou avec ses éventuels successeurs libéraux, les travailleurs, les masses pauvres, auraient les mêmes problèmes, auxquels ils ne pourraient faire face qu'avec des objectifs qui leur soient propres.

Dans l'immédiat, la crise est peut-être retombée. Mais la brutalité avec laquelle elle a éclaté montre qu'elle peut se reproduire à tout moment, car les raisons pour lesquelles elle a éclaté, et qui tiennent toutes à la misère de la plus grande partie de la population, sont toujours là. Et ce que l'on peut souhaiter, c'est que les masses pauvres d'Haïti réussissent à mettre à profit la période d'accalmie qui semble venir pour mettre en place des éléments d'organisations qui leur soient propres, afin de ne pas être totalement dépendantes de directions bourgeoises prêtes à chapeauter leurs mouvements. Qu'elles réussissent à tisser des liens avec ces 7000 soldats qui composent l'armée haïtienne et que tout

rapprocherait des classes pauvres si les travailleurs parvenaient à creuser le fossé qui les sépare déjà d'officiers brutaux et corrompus; car ces liens seraient indispensables, ne serait-ce que pour pouvoir exprimer leurs revendications propres sans risquer d'être réduits au silence par l'armée.

Ce n'est pas qu'une question de détermination. Il faut pour cela une organisation qui puisse mettre en avant ces objectifs, qui puisse organiser les travailleurs en vue de les réaliser. Une organisation qui ne peut être qu'un parti communiste révolutionnaire. Peut-être une telle organisation surgira-t-elle des événements actuels. C'est ce qu'on peut espérer, car le vide politique actuel dans lequel se débattent les classes dirigeantes ne durera pas. Et, que les chefs de l'armée tranchent tout de suite en optant pour une dictature militaire ou qu'il y ait une parenthèse démocratique, le régime politique haïtien ne pourrait qu'évoluer vers une dictature.

J.J.F.

ÉTATS-UNIS

Au procès de l'"Irangate" les "Rambo" de service font le procès des civils

Que le contre-amiral Poindexter, bras droit de Reagan pour les questions de défense, ait accepté de porter le chapeau pour le financement secret par la CIA des rebelles anti-sandinistes avec les fonds recueillis lors de ventes clandestines d'armes à l'Iran, n'a rien eu d'un coup de théâtre. Hernu aussi, le ministre de la Défense français, avait finalement accepté de démissionner pour mettre un terme à l'affaire du sabotage du *Rainbow Warrior* par les services secrets français.

Et pour mettre les points sur les "i" à ceux qui n'auraient vraiment pas compris, Poindexter a carrément affirmé : "J'ai pris la décision délibérée de ne rien demander au président de façon à pouvoir le tenir à l'écart de cette décision et à lui permettre d'avoir la possibilité de

démentir si des fuites se produisaient". Comme quoi, quand les militaires défendent les civils, ils n'oublient pas de se donner le beau rôle.

Ce fut particulièrement le cas avec le lieutenant-colonel North, le sous-fifre de Poindexter, qui a comparu en grand uniforme devant la commission parlementaire. L'officier est-il devenu aux Etats-Unis un héros national comme l'ont prétendu des journalistes en proie au mal de copie habituel en cette période estivale?

Le fait est en tout cas que la situation a été retournée en faveur des services secrets américains qui, d'accusés, ont réussi à se poser en victimes, avec l'aide de la presse et de la télévision.

Oliver North, l'officier chargé de jouer les Rambo, a

reconnu avoir détruit des documents officiels, avoir menti aux parlementaires et caché les activités illégales entreprises sous sa responsabilité au Nicaragua. Mais c'était pour la bonne cause, pour la défense du monde libre, a-t-il affirmé. Et North n'a pas manqué non plus de mettre dans le coup ses supérieurs, sous-entendu les politiciens qui avaient quand même donné les ordres sans oser les donner vraiment. En bon officier discipliné, il a proclamé avoir seulement obéi.

Les gens de l'état-major, les chefs-barbouzes américains ont délivré à mots plus ou moins couverts tout au long du procès le même message : si, eux, acceptent de prendre les décisions dangereuses ou illégales, c'est parce que les hommes politiques et les civils prisonniers

des lois et de leur carrière sont trop couards pour le faire. Si les militaires sont obligés de se salir les mains, c'est parce que les civils sont incapables ou lâches. Le langage de North n'est pas original, c'est celui de tous les Massu et les Bigeard du monde.

Alors, populaire, ce North dont les médias américains ont si bien assuré la promotion? Il ne l'est peut-être pas autant que la presse veut bien le dire. Mais il est certain qu'il doit l'être, au moins auprès d'une fraction réactionnaire de l'opinion publique américaine. Et il est certain qu'autour de lui, ce ne sont pas seulement les fabricants d'auto-collants et de tee-shirts à l'effigie de ce Rambo de service de la CIA qui font des affaires, c'est toute une opération politique qui est en cours.

L'affaire de l'"Irangate" ris-

quait de mettre en relief la façon dont, aux Etats-Unis comme ailleurs, les hommes politiques peuvent se moquer de leurs électeurs, leur mentir et leur raconter n'importe quoi, et dont l'armée, les milieux de l'état-major, peuvent faire leur politique sans le moindre contrôle.

Aujourd'hui, les milieux qui sont autour de North préfèrent justifier carrément l'armée et proclamer son droit à faire ce qu'elle veut, du moment que c'est "pour la bonne cause", celle de l'impérialisme américain s'entend.

Pour l'heure dans la démocratie bourgeoise américaine, les North ne sont que dans la coulisse. Mais ils tiennent à rappeler que les gens sûrs, le vrai pouvoir, c'est eux. Ils prennent date pour l'avenir.

Pierre VERNANT

La honte des prisons

"Non à la mort lente", ont écrit des détenus révoltés sur une bande-roule au-dessus du toit de la prison de Fleury-Mérogis. "On n'est pas des chiens", scandaient des prisonniers de Loos-lès-Lille. Tout le monde est d'accord pour dénoncer les conditions scandaleuses de vétusté, d'entassement, de manque d'hygiène des prisons françaises. Chalandon lui-même avait parlé à cet égard de "situation incompatible avec les droits de l'homme".

Et pourtant, depuis le temps qu'on parle de cette surpopulation des prisons, non seulement rien n'est fait, mais la situation ne cesse d'empirer. Elle s'était aggravée, déjà, rappelons-le, sous Badinter, et elle n'a fait que s'accroître avec Chalandon et la droite, qui se font un point d'honneur électoral de ne pas être "laxistes", et donc de remplir tant et plus les prisons sans jamais les vider par des mesures de grâces collectives.

Bref, on en est arrivé à une situation plus dramatique que jamais, avec environ 50 500 détenus pour 32 500 places.

L'agitation qui a commencé dans la prison des femmes de Fleury-Mérogis, avant de s'étendre chez les hommes, puis dans le Nord à Loos-lès-Lille et à Douai, n'est que la dernière version des révoltes périodiques, plus ou moins violentes, qui éclatent dans les prisons du pays.

Les autorités prétendent qu'il n'y a rien d'autre à faire que d'accroître la construction de nouveaux centres de détention, en faisant appel à l'initiative privée, puisque l'Etat n'a pas d'argent. Chalandon, comme chacun sait,

en a lui, de l'argent, puisqu'il aurait placé, en bijoux, six à neuf millions, selon les différentes versions, chez les Chaumet. Mais on ne va tout de même pas confisquer la fortune personnelle du ministre de la Justice pour soulager le sort des prisonniers. Il y a quand même une justice !

Chalandon pourrait aussi consacrer des crédits à accélérer les procédures judiciaires, plutôt qu'à subventionner les travaux publics : en effet, rappelons que 43 % des détenus sont en instance de jugement. Un certain nombre d'entre eux seront relâchés. Mais on les garde des mois, parfois des années, parce que la "justice est lente". Tous ces prévenus, en principe présumés innocents, doivent prendre leur mal en patience. Ensuite, pour légitimer cette détention préven-

tive, la Justice s'arrange pour que la peine prononcée soit, comme par hasard, équivalente au temps passé derrière les barreaux : tout sera en règle, donc...

Ah, si les gros truands de la bourgeoisie, ceux qui sont responsables des accidents du travail et de la mort de leurs ouvriers, ceux qui font de grosses banqueroutes frauduleuses, ceux qui falsifient leurs bilans pour détourner des milliards au fisc, si ceux-là peuplaient davantage les prisons, elles seraient sans doute en meilleur état. Mais ils y vont rarement.

Et si les frères Chaumet ont eu le malheur d'y tomber, c'est sans doute parce qu'ils avaient commis l'insigne maladresse de rouler le ministre de la Justice !

André VICTOR



Pousse-au-crime

Jacques Barrot, député CDS, ancien ministre de la Santé sous Giscard, vient de déposer un projet de loi pour "réprimer l'incitation au suicide". Il en veut au livre *Suicide mode d'emploi* dont les recettes ont été utilisées par de nombreux candidats à l'auto-destruction (c'est même pour cela qu'il a été écrit).

Jacques Barrot voudrait punir "ceux qui, par un moyen quelconque auront incité ou aidé autrui à se suicider...". Mais y-a-t-il bien réfléchi aux consé-

quences d'un tel texte ?

Philippe Séguin, le ministre du chômage, tomberait directement sous le coup d'une loi, lui qui est responsable "par un moyen quelconque" du désespoir de centaines de milliers de chômeurs, dont un certain nombre se suicident. Et plus généralement tous les patrons qui licencient devraient être jetés en prison.

De même, le ministre de la Santé, qui en limitant les remboursements, en organisant la

misère hospitalière, conduit au désespoir des malades, des vieux, dont certains préfèrent mettre fin à leurs jours. De même les juges qui envoient des inculpés dans des prisons surpeuplées, car il y en a des suicides dans les prisons ! Etc.

Bref, la loi Barrot, si elle voyait le jour, et si elle était appliquée sur le fond et pas sur la forme, serait une loi révolutionnaire qui s'attaquerait au fondement du système capitaliste. Bref une loi suicidaire...

La baleine a accouché d'une souris

Les 9 et 10 juillet derniers se sont tenus par département les Etats généraux de la Sécurité sociale. Ils sont censés être une préparation aux Etats généraux nationaux qui devraient se tenir dans l'année.

Ces Etats généraux étaient censés "sensibiliser l'opinion", démontrer qu'aucune décision ne serait prise sans consultation. Bref noyer un peu le poisson des

mesures anti-populaires prises en matière de Sécurité sociale. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que l'opération fait long feu.

Il faut dire que du côté gouvernemental, on n'a pas attendu les Etats généraux pour prendre ses dispositions : augmentations des cotisations sociales pour les salariés et diminutions des rem-

bursements des soins médicaux. C'est à partir du 1^{er} juillet, par exemple, que les salariés se sont vu augmenter leurs cotisations assurance maladie et vieillesse de 0,6 %.

A part ça, la campagne pour les Etats généraux était censée "sauver cette grande idée" : la Sécurité sociale. L'idée peut-être... mais pas le droit des assurés.

Centrales nucléaires percées :

La fuite au prochain numéro

Après la fuite du "barillet" de la centrale nucléaire de Creys-Malville qui laisse passer du sodium liquide, voici la fuite du béton de protection de la centrale de Belleville-sur-Loire. Il s'agit cette fois de l'enceinte de sécurité qui entoure le cœur de la centrale et qui, en cas d'accident, ne doit pas laisser passer de gaz radio-actif. Ou du moins, extrêmement peu, car le béton est toujours légèrement poreux. Malheureusement, il l'est un peu trop. La différence est minime, mais les normes ne sont pas respectées.

Il est curieux qu'il ait fallu attendre l'achèvement de la centrale pour qu'on s'en rende compte. Apparemment, l'idée de faire des essais partiels n'est venue ni à l'EDF, ni au constructeur (la société des Grands Travaux de Marseille). Il était important de faire des économies sur cette centrale qui coûte 10 milliards de francs. Des économies au profit des constructeurs, bien entendu.

En attendant, il y a eu malfaçon, et, paraît-il, EDF et les Grands Travaux de Marseille se disputent pour savoir qui va payer la note. Les patrons responsables ou le consommateur d'électricité, ou bien le contribuable ? Les autorités prétendent qu'en matière de nucléaire, on va maintenant tout nous dire, que ce sera la transparence. Alors, quelques petites questions : combien EDF a-t-il payé aux Grands Travaux de Marseille ? Combien de profits ceux-ci ont-ils réalisés dans cette affaire ? Et puis surtout, qui, maintenant, va payer la note ?

Mais cela, il est peu probable qu'on l'apprenne, car en matière d'information, le béton est parfois extrêmement étanche !

Trente-six façons d'arroser les capitalistes mais aucune ne fait pousser des emplois

Jusque-là, c'était Chirac-Balladur d'un côté et Barre de l'autre qui se donnaient des airs d'économistes pour débattre sur la meilleure façon de distribuer les aides aux patrons. La méthode Balladur c'était de dire : aucune obligation, on réduit les impôts à toutes les entreprises. La recette de Barre rajoutait : ça ne suffit pas, il faut en plus des aides spéciales pour les entreprises qui se modernisent. Bref, ils étaient tous d'accord pour distribuer gros d'argent public aux capitalistes mais dénigraient la façon du rival de procéder à la répartition.

Apparemment, ce débat de faux jetons sur des vrais milliards a fait envie à Mitterrand, puisque lui aussi a tenu à dire son mot. Il se dit de l'avis de Barre (ou plutôt contre celui de Chirac). Le 14 juillet, Mitterrand a en effet annoncé qu'il est pour "davantage systématiser les mesures fiscales et accorder des dispositions plus favorables lorsque les entreprises investissent".

Autrement dit, que le prochain gouvernement soit chiracien, barriste ou mitterrandiste, les patrons toucheront le gros lot. Et, bien sûr, sans obligation d'embauche.

Ça ne sera d'ailleurs même pas efficace pour limiter les importations et aider à se rétablir cette fameuse balance commerciale dont on nous rebat les oreilles.

Le plan textile du gouvernement Mauroy en 1982 avait déjà offert des aides considérables aux patrons français de cette branche qui se modernisait. Les patrons ont bien empoché ; ils ont aussi largement licencié mais peu ou mal acheté des machines. La preuve : la presse économique nous apprend ces jours-ci que l'industrie textile ouest-allemande exporte de plus en plus en France.

Ce ne sont sûrement pas les salaires allemands qui sont inférieurs, bien au contraire.

Alors, il faut croire que les patrons français estiment avoir mieux, c'est-à-dire plus rentable pour eux, à faire avec leur argent que d'acquiescer des moyens de production aussi modernes qu'en Allemagne. Acheter des actions ou des diamants, par exemple. Et on va même, peut-être, bientôt les entendre demander des aides aux entreprises en difficulté pour tous les bourgeois qui ont eu des difficultés avec leurs brillants...

Pierre VERNANT



LEBOZEC ET GAUTIER (Courbevoie)

Non aux licenciements

L'entreprise Lebozec est actuellement en lutte contre les licenciements qui frappent 9 travailleurs. Lebozec est une entreprise de l'aéronautique qui fabrique du matériel de régulation pour moteurs d'avion pour Dassault, SNECMA, Hispano... et emploie une centaine de personnes à l'usine de Courbevoie et autant au Siège Social non loin de là. Depuis deux semaines, la plupart des ouvriers de production sont en grève contre ces 9 licenciements annoncés le 1^{er} juillet sous prétexte d'une baisse des commandes. La production a été bloquée. Nous nous retrouvons tous les jours devant l'usine. Les camions de livraison viennent chaque jour chercher des pièces et repartent bredouilles. Le patron a même appelé la

fourrière pour enlever une camionnette bloquant l'entrée mais celle-ci, voyant que nous étions en grève, a rebroussé chemin. La direction n'ayant pour l'instant reculé que pour deux travailleurs en retraite prochainement, nous sommes toujours en grève au moment où nous écrivons.

Ce n'est pas la première fois que le patron essaie de s'en prendre à nous. En février dernier, il avait déjà annoncé 7 licenciements. Au bout de 4 jours de grève, la mesure avait été annulée. Lebozec en difficulté ? Cela ne trompe personne : on serait plutôt en surcharge de travail. D'ailleurs l'entreprise annonçait près d'un milliard de bénéfices pour 1986. Cette annonce avait révolté tout le monde et on avait calculé que

notre pouvoir d'achat avait baissé d'au moins 4% en un an, sans compter que, depuis peu, les horaires sont réduits de 39 à 36 heures. La CGT ayant appelé à débrayer pour les salaires, nous avons arrêté le travail pendant 4 jours en juin dernier et ce mouvement a été bien suivi, y compris par les employés du siège. La direction n'avait alors reculé que sur l'intégration au salaire d'une prime de 2%.

Le langage, il y a quelque temps plutôt paternaliste de l'entreprise, a fait place à un ton agressif. Mais si le patron se donne tous les moyens de mener contre nous sa lutte de classe à lui, il ne doit pas croire que la leçon qu'il nous enseigne soit celle de la résignation.

Correspondant LO

MAZDA (Sucy-en-Brie)

La modernisation sur le dos des travailleurs

A Sucy-en-Brie près de Paris, 350 personnes travaillent aux entrepôts d'une des filiales de la Compagnie des Lampes Mazda. Cette société a été rachetée il y a trois ans par la société Philips qui, peu à peu, "restructure".

En langage de patron, restructurer, ça veut dire éliminer du personnel et faire faire tout le travail par ceux qui restent. De fait, depuis deux mois, c'est une véritable opération coup de balai qui se met en place à Sucy.

Tout a commencé avec la liquidation de la sous-traitance, un service d'une soixantaine de personnes, rapatriées en 1985 d'un centre d'Ivry qui fermait. Suite à des départs en retraite, des mutations et des démissions, il y restait une trentaine de personnes. Au lieu de continuer à opérer en douceur, Philips a décidé de licencier purement et simplement les personnels restants...

Moins d'un mois plus tard, la direction confirmait le bruit qui circulait depuis plus d'un an dans le groupe : l'entrepôt de Sucy va fusionner avec l'entrepôt Philips du Bourget dans un nouveau lieu : Villeneuve-Saint-Georges. On parle d'une diminution de moitié du personnel global. Le nouvel entrepôt, plus moderne, nécessiterait moins de

personnel pour faire tout le travail !

La direction envisage-t-elle d'investir ses bénéfices dans de nouvelles productions pour créer dans le même temps de nouveaux postes de travail ? Non, elle se contente de préparer les suppressions d'emploi. Pour ceux qui veulent partir dès maintenant, elle est même prête à mettre la main à la poche et à payer une fois et demie les indemnités de licenciement à partir d'un an de présence dans l'entreprise, avec un minimum de 40.000 F.

Un certain nombre d'ouvriers ont effectivement décidé de partir mais, comme il y a toujours autant de travail, la direction utilise un grand nombre d'intérimaires. Et comme ils ne connaissent pas bien le travail, le retard s'accumule et l'ambiance n'est pas au beau fixe.

Quel sera l'avenir pour ceux qui estiment que le compte n'est pas bon, et que quelques millions de centimes ne représentent pas grand-chose quand le chômage se développe à grands pas ? Au centre Mazda d'Aubusson on n'a pas laissé au personnel le temps de s'interroger. La restructuration prévoit la suppression pure et simple des 300 postes de travail.

Alors le temps presse. Les requins ont les dents longues. Si l'on veut qu'ils tombent sur un os, il est temps de préparer la riposte.

Correspondant LO

SNCF - Paris Gare-de-Lyon

Débrayage à la réservation

En cette période de vacances, si vous avez besoin d'un billet ou d'une réservation pour prendre le train, en Gare de Lyon, réservez-vous deux ou trois heures pour attendre dans un véritable sauna.

Il faisait tellement chaud, au BIR (Bureau Information Réservation) le 30 juin, que la température montait, aussi bien celle de l'atmosphère que celle des employés. En voulant la tester, le nouveau chef de gare principal s'est évanoui au milieu des voyageurs. Cette chute a eu au moins un résultat : l'arrivée rapide d'une ventilation d'appoint.

Mais la température continuait à monter car le problème des effectifs, lui, n'était pas réglé.

Alors, vendredi 10 juillet, nous sommes montés à la Direction régionale à l'appel de la CGT qui avait posé un préavis pour 59 minutes de grève.

Depuis une semaine, tous les jours, des dirigeants de la CGT nous appelaient à débrayer, sans résultat, car beaucoup d'entre nous avaient le sentiment que c'était une campagne pour les prochaines élections de délégués.

Mais, vendredi à 15 heures, nous avons pris notre coup de colère et nous sommes allés demander des effectifs en plus et, en particulier, l'embauche des "temps partiels" qui le souhaitaient en tant que cheminots à temps complet. La seule réponse de la direction, ça a été de nous envoyer deux commissaires de police pour nous ordonner de partir.

Mais ça a eu pour résultat de nous inciter à rester au bureau du directeur de Région jusque vers 19 heures et de nous redonner le moral.

Correspondant LO



FONDERIES MONTUPET (Nogent-sur-Oise)

Des conditions de travail dignes d'avant-guerre

Les fonderies Montupet, à Nogent-sur-Oise, près de Creil, se sont acoquinées avec Peugeot pour fabriquer les culasses de la toute dernière Peugeot 405, dont la publicité a tant vanté les mérites : le confort, la tenue de route, le tonus, etc. Bref, Peugeot aurait encore sorti ses griffes avec cette voiture, mais Montupet, en tout cas, a bien sorti les siennes pour fabriquer au moindre coût cette culasse, pour encaisser le maximum d'argent, au détriment des conditions de travail et de la santé des ouvriers de l'usine.

Ainsi le secteur où sont coulées les culasses est plus qu'exigu. Les pièces sont entreposées n'importe où, surtout dans l'allée, et deux machines ont même été placées à l'entrée des douches. Les caristes doivent ainsi se livrer à un véritable gymkhana avec leurs engins pour alimenter les fours avec des

containers de métal en fusion à plus de 1000°.

Le matériel, c'est celui d'avant-guerre qui, pour l'occasion, est ressorti de la cave. La machine qui forme les moules en sable semble sortir de chez le ferrailleur. Ses pieds ont dû être ressoudés et elle a été bricolée et transformée sur tous les plans. Résultat : elle prend feu et le sable y fuit comme d'une passoire. Quant aux "débourreuses", qui enlèvent le sable des culasses, elles ne possèdent, comme carter d'insonorisation, qu'une grande boîte en bois. Et dès qu'on l'ouvre, on a droit à une envolée de grains de sable chaud, comme dans le désert. La direction n'a pas jugé utile de mettre des aspirations.

Pour les gars qui travaillent là, ce sont les douze travaux d'Hercule. Alors qu'il existe des louches automatiques, on coule ces culas-

ses destinées à une voiture ultra-perfectionnée... à la main. Et c'est au total plus de 2 tonnes de métal en fusion qu'on soulève à bout de bras chaque jour.

Au poste de débouillage, comme il n'y a pas de palan, on soulève les pièces à la main. Et là, c'est plus de 15 tonnes d'aluminium à une température de 30° qu'on a soulevées en fin de journée.

On peut encore ajouter la chaleur insupportable qui règne en ce moment dans toute l'usine : 40° en moyenne mais jusqu'à 70° au pied des moules. Et il n'est pas étonnant qu'il y ait eu des évanouissements en chaîne, jusqu'à 5 le même jour. Alors il serait temps que les travailleurs rognent les griffes de tous les rapaces qui dirigent Peugeot et Montupet.

Correspondant LO

Alès : dans une cité HLM comme bien d'autres "On en a plein la patate"

La caravane "Gard" de Lutte Ouvrière est passée à la cité HLM des Prés-Saint-Jean à Alès. Une cité qui doit être à l'image de bien des quartiers populaires du pays ; il y a plus de chômeurs que de gens qui travaillent, et la plupart sont en fin de droits ou ne touchent plus rien, à part des aides.

Nous avons eu beaucoup de discussions sur les problèmes des gens : les situations difficiles de familles entières vivant de la pension invalidité du père, ou d'aides sociales, de la pension de retraite du grand-père, de femmes ne touchant plus que les allocations familiales. Certains se sont découragés de trouver du travail. D'autres s'acharnent encore. Mais beaucoup d'usines ferment dans la région.

Un père de famille très en colère parce que l'EDF lui avait coupé l'électricité parce qu'il était en retard de paiement, alors qu'il a trois enfants en bas âge, avait trouvé une place de vigile, puis est resté trois ans au chômage. Il vient de retrouver du travail. "Il était temps, dit sa femme, il allait tout casser". "De toute façon, dit-il, si ça recommence, le chômage, et si de nouveau je n'ai plus d'argent, j'irai le chercher dans les banques, avec le fusil".

Un retraité mineur est scandalisé parce qu'il doit faire vivre toute sa famille et que, malade, il doit payer son lit d'hôpital.

Un ouvrier raconte que le patron d'un super-marché fait pression sur les caissières en poste depuis plusieurs années pour qu'elles donnent leur démission. Tous les moyens sont bons... y compris l'envoi de deux malabars

qui les menacent de les violer si elles ne démissionnent pas !

La situation actuelle leur pèse d'autant plus qu'ils ne voient pas comment s'en sortir. La gauche les a déçus. Ils lui en veulent ; "ils en ont plein la patate" comme dit l'un. Ils en avaient beaucoup espéré et leur ressentiment est d'autant plus grand.

Quant au Parti Communiste, on lui reproche de ne plus rien faire. Certains d'entre eux disent que c'est sa faute si Mitterrand fait comme la droite. "Ils nous ont mis dans la galère et ils ont disparu". "Dans la cité, on ne les voit plus".

Il faut dire que beaucoup d'habitants en sont partis. Il y a beaucoup d'appartements vides. Les immigrés et enfants d'immigrés au chômage y sont très nombreux. Les jeunes qui s'ennuient font beaucoup de dégâts et beaucoup de bruit.

Du coup, le racisme est omniprésent et le problème revient dans les discussions. Un ancien militant CGT déplore que, par la faute de Mitterrand, des copains à lui depuis vingt ans "vont voter Le Pen, par réaction, sans vouloir se rendre compte qu'il fera marcher tout le monde à la schlague".

Un ouvrier au chômage pense que Le Pen va faire un bon score et que le PC risque de perdre la mairie aux prochaines élections.

Peu de gens croient encore aux élections pour changer leur sort. Se battre, ils ne sont pas contre mais "personne ne bouge". Se préparer, faire comme les cheminots, comme les étudiants, c'est une idée qui plaît mais ça paraît, sinon hors de portée, du moins très difficile. Le "coup de colère", tout le monde y pense. Il reste encore à convaincre de le préparer.

DANS LES ENTREPRISES

Les joies de l'été au boulot

• Il fait trop chaud pour travailler

Avec ce temps, cela devient insupportable de bosser à l'usine. Il fait 42° C autour des machines, les bleus nous collent à la peau. Sur les 30 sky-dômes, il n'y en a que 10 qui fonctionnent et qui sont ouverts.

Pour ce qui est de protéger les pièces et certaines machines précises, la climatisation est de rigueur, et très efficace, puisqu'au local Contrôle, les 20° C sont maintenant quel que soit le temps à l'extérieur.

Côté jardin, la climatisation pour les pièces ; côté cour, le bain pour nous !

Extrait du bulletin "Au pignon libre" édité par Lutte Ouvrière - Eaton, Saint-Nazaire.

• De l'air frais ? Attendez donc l'hiver

Avec la vague de chaleur, les ateliers se transforment en enfer. Des ventilations ? Ça fonctionne mal ou pas du tout et, dans certains endroits, on a l'impression de travailler sous une chape de plomb...

Excuse facile : "on n'y peut rien, c'est le temps..." Mais ne vient-il pas d'y avoir d'énormes sommes d'argent dépensées pour modifier certains ateliers ? Aurait-il fallu beaucoup plus pour prévoir un système de climatisation efficace aussi bien pour l'été que pour l'hiver ?

En attendant, rien, absolument rien ne nous empêche de prendre des dispositions pour régler le problème nous-mêmes. Quand nous en avons assez de transpirer, nous pouvons arrêter le travail le temps qu'il faut pour se rafraîchir.

Quant aux protestations des chefs, elles ne soufflent ni le chaud, ni le froid...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Strafor, Strasbourg.

• L'argent ce n'est pas pour toit

A Louvet comme tous les ans, quand il fait chaud, sous les toits de tôle, nous avons l'impression d'être sous une serre, et, depuis des années, la direction n'a rien fait. Cette année, on aurait pu croire, l'espace d'un moment, à une bonne nouvelle. En effet, la direction a enfin des sous pour y faire des travaux.

En fait, pas de chance, les travaux, ce n'est pas pour nous isoler de la chaleur mais pour recevoir du boulot en plus.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - PTT Tri Austerlitz.

Sélection télé

Samedi 18 juillet

15 h. TF1. **L'aventure des plantes.** L'émission de Jean-Marie Pelt et Jean Pierre Cuny nous entraîne aujourd'hui, avec le gui et l'orchidée, dans le monde des plantes parasites.

Dimanche 19 juillet

20 h 30. TF1. **Deux hommes dans l'Ouest.** Un western original et réussi de Blake Edwards, qui s'essayait ici dans un genre nouveau pour lui.

22 h 30. FR3. **Le prisonnier de Zenda.** Film de cape et d'épée de Richard Thorpe. Un classique du genre dans lequel R. Thorpe a réuni tous les ingrédients qui avaient déjà fait le succès de son "Ivanhoé".

Lundi 20 juillet

20 h 30. TF1. **Que la bête meure.** Un film de Claude Chabrol. La mort de son fils, écrasé par un chauffard qui a pris la fuite, réveille chez un homme des sentiments de vengeance. Chabrol en profite pour dresser un tableau peu reluisant des milieux de petits-bourgeois provinciaux.



Mardi 21 juillet

20 h 35. FR3. **Absence de malice.** Un film américain de Sydney Pollack avec



Sally Field et Paul Newman. Une journaliste à la recherche du scoop qui fera parler d'elle accuse sans trop de preuves un homme d'être lié à une disparition. Un film qui pose le problème du rôle des journalis-

tes, mettant également en cause les mœurs de la police et de la justice.

20 h 35. La 5. **Funérailles à Berlin.** Un film d'espionnage dans lequel Guy Hamilton montre un tout autre visage des agents secrets. Les amateurs de James Bond seront déçus : Harry Palmer n'est qu'un homme presque banal, désabusé par le combat sans gloire qu'il mène dans l'ombre. L'humour parle ici plus souvent que les armes-gadgets.

Mercredi 22 juillet

20 h 35. **Le grand échiquier.** Réalisée en 1976, cette émission de Jacques Chancel



avait pour invité Arthur Rubinstein. Cette rediffusion, enrichie d'interviews et de documents, nous fera retrouver ce grand musicien, mort en 1982, et son enthousiasme communicatif pour la musique.

22 h 55. FR3. **Les colporteurs du Front Populaire.** Un documentaire qui rend hommage à Jacques Prévert et aux artistes du groupe "Octobre" qui, avec lui, se lièrent dans le milieu des années trente au mouvement ouvrier, animant de nombreux spectacles, aussi bien aux portes des usines qu'à l'intérieur, durant les grèves avec occupation.

Judi 23 juillet

20 h 35. La 5. **L'agression.** Un film policier de Gérard Pirès. Parce que sa femme et sa fille ont été attaquées, violées puis tuées sur la route par une bande de motards, un homme se lance à la poursuite des meurtriers. Justiciers et assassins sont aussi peu reluisants.

22 h 10. TF1. **Springtime in Bourges.** Un documentaire réalisé par Serge Gainsbourg sur le Printemps de Bourges. L'occasion de voir répéter ou se produire Ray Charles, Jerry Lee Lewis, Murray Head et bien d'autres.

14 JUILLET

Les capitalistes à la lanterne

Comme chaque année, les officiels du gouvernement ont rempli consciencieusement leur corvée du 14 juillet du haut des tribunes de la place de la Concorde.

Malgré la commémoration officielle, elle est bien oubliée, cette prise de la Bastille, il y a près de deux cents ans, quand la population parisienne en armes faisait trembler les princes d'ici et d'ailleurs et soulevait les espoirs de liberté et d'émancipation sociale de tous les peuples de la Terre.

Aujourd'hui, la célébration du 14 juillet, c'est le grand show au pas cadencé de l'armée française sur les Champs-Élysées, avec ses légionnaires, ses missiles, ses radars, ses chars AMX, ses Mirage, que les ministres sont chargés de vendre aux dic-

tatures du monde entier. Comme l'année dernière, le show militaire a été suivi de la garden-party la plus chic de l'année, dans les jardins de l'Élysée, sous la présidence bienveillante de Mitterrand. Le président, comme chaque année aussi, a accordé une interview soporifique à Mourousi, sur TF1.

Il y aura eu tout de même un détail supplémentaire cette fois : Hissène Habré, l'actuel dictateur du Tchad, dont les troupes sont armées et encadrées par l'armée française, a été invité à présider le défilé militaire aux côtés de Mitterrand et de Chirac, histoire de bien montrer que la France colonialiste n'est pas encore morte, et que tout ce matériel de guerre qu'on exhibe, en plus d'être exporté, peut aussi permettre à l'impérialisme fran-

çais de jouer les gendarmes en Afrique.

Comme d'habitude, lors de son interview télévisée, Mitterrand a parlé des *"intérêts généraux du pays"*, c'est-à-dire, en fait, des intérêts de la couche du dessus du pays, des privilégiés, comme on aurait dit il y a deux cents ans. Il a même cru bon de devoir s'expliquer un peu là-dessus en disant : *"Mon devoir est supérieur à mes propres convictions. Je dois éviter les crises, les crises graves"*. Ce doivent être de piètres convictions, ces convictions inférieures au prétendu devoir du président ! Et tout comme Chirac et Balladur, Mitterrand a tenu à dire que ce devoir consistait entre autres à alléger les impôts des entreprises.

Car la crise, *"la crise grave"*, que Mitterrand veut éviter à tout

prix, ce n'est pas la crise économique qu'engendre ce système capitaliste anarchique et injuste. Ce qu'il veut éviter, c'est une crise politique, une crise sociale, qui empêcherait les patrons d'engranger leurs bénéfices pour les jouer en Bourse tranquillement. Le devoir de Mitterrand, c'est de protéger ces gens-là contre tout risque de politique qui troublerait le petit jeu électoral qui permet à la fausse gauche et à la vraie droite d'endormir le bon peuple en alternant ou en cohabitant à la tête de l'Etat.

Seulement, les travailleurs, eux, n'auraient rien à perdre, mais beaucoup à gagner à la préparer, cette crise sociale qui, en renouant avec le véritable tempérament révolutionnaire des pauvres d'il y a deux cents ans, imposerait à tous ces politiciens les lois de la lutte de classe.

C'est pour le coup que l'actualité et l'opinion seraient faites de tout autre chose que des inepties rapportées par neuf députés de droite et d'extrême-droite payés par la dictature raciste sud-africaine, pour nier ici la réalité de l'Apartheid là-bas. Et si, aujourd'hui, on n'entend que ces gens-là, c'est bien parce que tout le reste du monde politique n'a pas de convictions, mais seulement des servitudes, comme Mitterrand l'a rappelé mardi à sa façon.

Alors, c'est aux travailleurs, à ceux d'en bas, ceux qui, quelle que soit leur origine, n'ont aucun devoir à l'égard de ceux qui les exploitent et les trompent, de défendre leurs convictions et leur solidarité d'exploités, en montrant leur haine de l'injustice sociale.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 15 juillet 1987).

Hissène Habré en bonne place à la revue de l'impérialisme français

On nous communique :

Contre la répression au Tchad

"Du 12 au 14 juillet, Hissène Habré commence une visite officielle en France. (...)

Depuis l'arrivée d'Hissène Habré au pouvoir en 1982, les populations du Tchad vivent une période des plus noires de leur his-

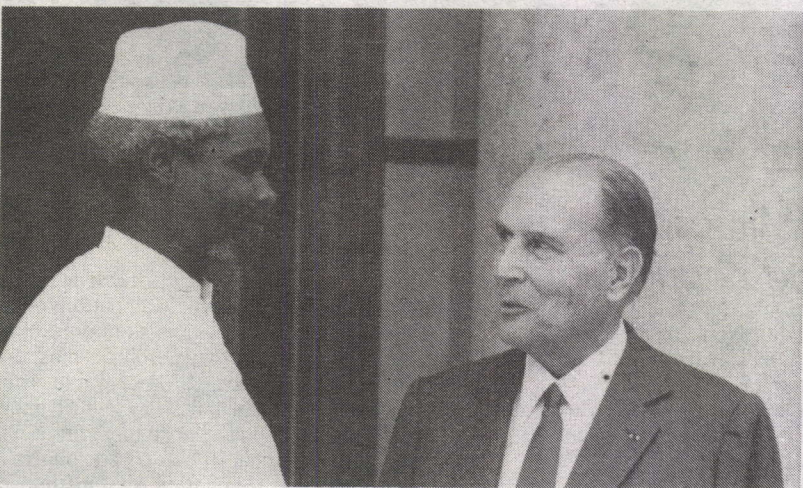
toire. Alors que les petites gens croupissent dans la misère, les autorités politiques et leurs collaborateurs s'enrichissent à l'œil. Les caisses de l'Etat sont quasiment vides. Les aides internationales et les revenus du pays sont systématiquement détournés. Au nom d'un prétendu effort à la guerre, le pouvoir d'Hissène Habré se livre à un véritable racketage de la population : les fonctionnaires ne reçoivent qu'un demi-salaire qui, du reste, ne tombe pas régulièrement ; à N'Djaména comme dans les autres grands centres du pays, par exemple, les femmes sont obligées de donner leurs bijoux ; des cotisations sont imposées à la population au profit du parti unique, l'UNIR, (Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution).

Dans les villes et les villages, on impose aux Tchadiens des efforts insupportables, inhumains par rapport à leurs conditions de vie déjà très précaires.

L'ordre d'Hissène Habré est également celui de la terreur et du bâillonnement de l'opinion. Les populations du Tchad sont soumises à une caporalisation systématique de leur vie. Sous la chape de l'UNIR, on encourage la délation qui a pour conséquence des arrestations arbitraires.

Le Comité de Lutte contre la Répression au Tchad appelle toute personne ou toute organisation éprise de liberté et de démocratie à dénoncer la situation qui prévaut au Tchad, et à le soutenir dans sa lutte pour les droits de l'homme."

(Communiqué du Comité de Lutte contre la Répression au Tchad).



ont finalement choisi de soutenir Hissène Habré. Celui-ci semble aujourd'hui capable d'étendre son pouvoir, un certain nombre de bandes armées du sud, des "codos" (abrégié de "commandos") se ralliant notamment à lui. Et les dirigeants de l'Etat français ne vont pas lui garder rancune d'avoir été un opposant, soutenu par la Libye, à Goukouni alors que celui-ci était l'allié de la France... C'est l'efficacité qui compte. Sa place à la tribune du défilé était sa récompense.

Mais Hissène Habré n'était pas seulement venu pour voir un défilé. Il a déclaré vouloir recon-

quérir la bande de désert d'Aouzou, toujours occupée par l'armée libyenne. Les précautions oratoires de Mitterrand, qui a déclaré : *"On ne peut pas dire que nous allons encourager la reconquête militaire de la bande d'Aouzou"*, cachent mal que la France sera à ses côtés s'il se lance dans cette reconquête.

Hissène Habré est d'ailleurs reparti avec une rallonge de vingt millions de francs, portant à quatre-vingt quinze millions l'aide totale qu'il reçoit.

La fin de l'intervention militaire française au Tchad n'est pas pour demain !

Philippe NATIER

Hissène Habré dans la tribune officielle, les avions du groupe d'intervention outre-mer "Epervier" dans les airs : le défilé du 14 juillet avait cette année un petit air de défilé de victoire.

Les succès des troupes d'Hissène Habré, équipées et entraînées par l'armée française, sur l'armée libyenne sont peut-être un peu dérisoires pour l'armée française qui se veut une des plus puissantes de la planète. Mais après tout, l'armée française sert-elle à autre chose qu'à intervenir dans les pays du Tiers Monde, notamment les ex-colonies françaises ?

Aider les dictateurs soutenus par la France face à leurs ennemis est bien sa principale fonction. Et ce genre de victoire est la seule qu'elle puisse accrocher à sa boutonnière...

Du coup, ce défilé du 14 juillet était une sorte de condensé de la politique de l'impérialisme français : les exécutants Mitterrand et Chirac à la tribune, l'homme de main local à côté d'eux et, dans la rue, les moyens militaires de cette politique.

La présence d'Hissène Habré, seul chef d'Etat étranger invité,

était sans doute un geste en partie à destination de l'électorat chauvin que Mitterrand courtise. Etre associé à une victoire militaire ne peut pas faire de mal...

Mais c'était surtout un geste à destination de tous les dictateurs que la France soutient en Afrique. Une façon d'affirmer que l'impérialisme français n'est pas disposé à lâcher la chasse gardée que constituent ses anciennes colonies. Inutile pour les dictateurs en place d'aller regarder du côté des USA, comme Hissène Habré avait commencé à le faire avant l'opération "Manta" d'envoi de troupes françaises... L'armée française continuera à être leur meilleur soutien.

Les interventions militaires françaises au Tchad n'ont quasiment pas cessé depuis l'indépendance. Dans ce pays créé artificiellement par les puissances colonisatrices, formé de différentes ethnies ayant chacune ses chefs et ses bandes armées, l'impérialisme français n'a jamais réussi à mettre en place un dictateur à l'autorité incontestée.

Après plusieurs retournements, les gouvernants français